Le mouvement des femmes hier et aujourd'hui

de
Micheline Dumont
Perspectives féministes N° 5a

Avant-Propos

Depuis une quinzaine d'années, j'ai été appelée régulièrement à m'adresser à des publics divers sur la question de l'histoire des femmes. L'un des thèmes qui m'est le plus souvent réclamé est l'histoire du féminisme. De notes hâtivement griffonnées, j'en suis venue à élargir et structurer la question, au fur et à mesure de mes lectures, de mes recherches et des questions qui m'ont été posées. C'est ainsi que j'ai pu passer de l'histoire du féminisme québécois au féminisme canadien puis occidental, situant de ce fait le mouvement québécois dans un ensemble plus global. Mes publics divers m'ont également convaincue de la pertinence du plan que j'ai adopté.

Ce texte constitue le résultat de cette démarche qui se ressent des circonstances où il a été conçu. Il se présente sur une double tonalité. La première partie, plus académique, tente une synthèse de l'histoire du féminisme entre 1840 et 1968. Les deux autres parties se rapprochent davantage du journalisme, voire du discours. A travers une description rapide du foisonnement des pratiques et des analyses, j'ai tenté de dresser un bilan qui ne soit pas en même temps un point de vue. En effet, les événements sont trop récents pour qu'on puisse les aborder de la même manière que le féminisme primitif. J'ai conscience d'avoir forcé le trait à plusieurs endroits pour faire entrer tout le paysage dans le cadre que j'ai adopté. Si, en procédant de cette manière, je suscite des discussions et des objections, j'aurai atteint mon but qui est de faire saisir l'historicité, la profondeur et la

complexité du mouvement des femmes.

Je remercie le comité de publication de l'ICREF qui m'a encouragée à mener ce projet à terme, principalement Linda Kealy dont les remarques et suggestions ont été précieuses. Marie Lavigne et Marie-Josée Delorme ont également contribué à bonifier le texte mais je demeure responsable des erreurs qui ont pu s'y glisser. Je remercie également Diane Boisvert, Francine Beauchesne et Nathalie Bertrand qui ont su faire apparaître de mes brouillons démesurés et raturés, un texte cohérent.

Micheline Dumont.

Le mouvement des femmes
hier et aujourd'hui

Lorsque l'histoire des femmes est apparue comme champ spécifique de l'histoire et non plus comme une annexe particulière, anecdotique, voire décorative de l'histoire traditionnelle, l'histoire du féminisme a constitué une de ses avenues privilégiées[1]. Ce faisant, cette approche obtenait sa légitimation de deux manières. D'une part, elle situait l'histoire du féminisme dans le vaste courant progressiste qui caractérise l'histoire du 19e siècle: elle devenait, au fond, un chapitre de l'histoire de la démocratie occidentale. D'autre part, elle impliquait que c'est en adoptant des comportements historiquement masculins (revendications politiques, associations, insertion dans la vie publique, etc.) que les femmes pouvaient faire partie de l'objet de l'histoire. Il en est résulté deux impressions très répandues bien que contradictoires: la première à l'effet que l'histoire des femmes se résume et se confond avec l'histoire du féminisme; la seconde à l'effet que la véritable

histoire des femmes n'a rien à voir avec l'histoire du féminisme. L'histoire des femmes, c'est leur vie quotidienne, le poids de leurs activités multiples dans la société, la levée de l'occultation de leurs faits et gestes, l'analyse et la dénonciation des discours sur la femme[2]. Le fait est que dans la pratique, historiennes du féminisme et historiennes des femmes étaient rarement les mêmes personnes[3].

Lorsque, à l'instar de Hymowitz et Weissman, auteures de A History of Women in America[4], le Collectif Clio a entrepris dans son Histoire des femmes du Québec[5] d'intégrer l'histoire du féminisme à l'histoire des femmes, il se trouvait à interroger la courte pratique de l'histoire des femmes. Dans la brève critique que Geneviève Fraisse faisait de cet ouvrage, on pouvait lire: "Ce livre semble utiliser les catégories de l'histoire des femmes autrement que cela se pratique en France. En effet, cette histoire des femmes est tout à la fois celle de leur condition et celle de leur libération: pas d'histoire des femmes sans histoire du féminisme et inversement. Pas d'analyses du mariage et du travail sans mention des activités politiques et sociales. Cette exigence d'échapper ainsi à un objet historique, vie privée, travail ou politique, a ceci d'important: on évite de tomber dans le piège du misérabilisme ou de l'hagiographie. Traiter en même temps des grands nombres, de la vie de toutes les femmes et de l'histoire de quelques-unes, des figures exemplaires, est effectivement salutaire pour un repérage féministe de l'histoire"[6].

Or, il faut considérer un autre phénomène. Le mouvement féministe comme réalité historique a été le siège d'une véritable occultation. Il est à peine mentionné, voire ignoré, autant dans les synthèses historiques[7] que dans la mémoire collective des femmes. Il en résulte que chaque génération de féministes n'est pas en mesure d'identifer ses propres racines historiques. La solidarité intergénérationnelle des femmes se trouve donc handicapée selon un processus familier à l'histoire des groupes minoritaires (avec cette exception, de taille il est vrai, que la minorité/femmes est en réalité une majorité). Quelle que soit leur position idéologique, historiennes et féministes s'entendent au moins sur un point: il est urgent, important et nécessaire de procéder à l'histoire du féminisme et même à interroger l'ensemble des idées reçues sur cette partie de l'histoire.

Cette opinion se trouve présentement d'autant plus manifeste que la scène du féminisme semble bouleversée. Le militantisme de naguère serait terminé. Les objectifs semblent éclatés dans une multitude de directions. On fait ressurgir les images désuètes des suffragettes de jadis. On ne discerne aucune unanimité dans les analyses que produisent les différents groupes féministes. On ne sait plus trop si le mouvement est en expansion ou en perte de vitesse. On voudrait également pouvoir jeter un oeil nuancé et critique sur les principales manifestations de ce mouvement.

Pour tenter d'y voir plus clair, il semble logique de procéder d'abord à un bref historique du féminisme comme mouvement social. Par la suite nous pourrons examiner l'ensemble des

objectifs que poursuivent les différents groupes féministes en ce moment, préciser le bilan des principaux champs de luttes ainsi que décrire les différentes analyses qui sont proposées pour soutenir les revendications des femmes. Ce panorama global tentera, dans la mesure du possible, de demeurer au diapason des interprétations les plus récentes et les plus pertinentes sur le sujet. Toutefois, comme il ne saurait être question, dans un texte aussi bref, d'entrer dans les détails multiformes qu'une telle analyse suppose, nous procéderons d'une manière très ample, afin que cette synthèse soit accessible à un large public. Celles qui voudraient aller plus loin sur l'une ou l'autre question suscitée par ce texte pourront se référer aux articles ou volumes cités dans les notes.

Toutefois, la seule question vraiment fondamentale que pose ce survol historique ne pourra évidemment pas être résolue. Les transformations survenues dans la vie des femmes sont-elles le résultat du féminisme comme mouvement social ou sont-elles, au contraire, nées des modifications structurelles qui ont affecté l'ensemble de la civilisation occidentale? Question redoutable que la prudence incite à laisser sans réponse définitive; interrogation globale qui nourrit néanmoins la conscience qu'ont les féministes de la nécessité, pour elles, d'articuler leur réflexion sur une analyse spécifique de ce qu'il est convenu d'appeler la condition des femmes.

Survol rapide de l'évolution du féminisme

Comme tant de mots en "isme", le féminisme est un mot du 19e siècle, mais ce mot recouvre plusieurs significations. Le mouvement social qui y est rattaché n'est pas apparu inopinément. Il est né de la condition des femmes et c'est la conjoncture politique, économique et sociale du 19e siècle qui en explique l'émergence, à ce moment-là de l'histoire, en tant que mouvement organisé.

Avant la révolution industrielle, une sorte de **féminisme avant la lettre** s'est manifesté à divers moments de l'histoire, car il y a toujours eu des femmes qui ont accepté le risque de contester la condition sociale qui leur était imposée par la **nature**, celle qui les a principalement assujetties à la procréation. Toute histoire du féminisme commence par l'énumération, obligée en quelque sorte, de ces voix féminines isolées. L'écriture a représenté un moyen d'expression privilégié de ces femmes de sorte que le nom de quelques écrivaines est parvenu jusqu'à nous: Christine de Pisan, Louise Labbé, Mary Wollstonecraft[8]. La recherche féministe récente, d'ailleurs, fait ressurgir en ce moment, tous les noms de ces femmes artistes, abbesses, musiciennes, poètesses, que l'histoire officielle a occultés[9] et que Judy Chicago a conviées à son Dinner Party. Au-delà des descriptions triomphalistes telles que La femme au temps des cathédrales de Régine Pernoud[10], les historiennes s'entendent toutefois pour considérer ces **exceptions** comme des illustrations de l'assujettissement des femmes. C'est dans cet

esprit que Joan Kelly s'est demandée: "Did women have a Renaissance?"[11].

Par ailleurs, plusieurs autres femmes, anonymes celles-là, ont exprimé la contestation féminine: hétaïres, courtisanes, prostituées et surtout sorcières, condamnées à la marginalité sociale ou au bûcher, font partie de l'histoire de l'avant-féminisme au même titre que les femmes célèbres[12]. La **condition des femmes**, comme on se plaît à dire aujourd'hui, n'est d'ailleurs pas immuable. Il y a des époques, des circonstances, des cultures qui ont accordé aux femmes des pouvoirs, des droits, des privilèges. Mais la tonalité majeure de la situation des femmes s'est toujours exprimée par l'enfermement[13]. Le meilleur exemple en est le sort qui a été fait aux religieuses. La vocation religieuse a représenté, pour les femmes des pays de tradition catholique, un moyen accepté, voire valorisé, d'échapper au destin de la nature. Or tous les ordres de religieuses ont fini par être soumis à la clôture. Margaret Brennan définit justement la clôture comme "l'institutionnalisation de l'invisibilité des femmes dans les communautés ecclésiastiques"[14]. Mais l'Eglise n'a pas le monopole de l'enfermement des femmes. Le gynécée, l'atrium, le couvent, la chambre des dames, le harem, le boudoir, le salon, la cuisine, la liste pourrait être longue de tous ces lieux où on a enfermé les femmes.

Il est également utile de rappeler que toutes les révolutions ont donné lieu à l'émergence de mouvements organisés de femmes. Ces premières **féministes** ont alors réclamé des droits pour les

femmes. Mais toujours, ces femmes ont été neutralisées, baillonnées, voire ridiculisées. L'histoire nous en rapporte de nombreux exemples que Sheila Rowbotham a adroitement analysés dans Féminisme et Révolution[15]. Au moment de la Révolution française, Olympe de Gouges fait paraître une brochure: Les droits de la femme et de la citoyenne où elle dénonce l'arbitraire masculin dans l'exercice des droits naturels de la femme. Révolutionnaire solitaire, elle se dissocie toutefois de la décision d'exécuter le roi de France. Elle est donc conduite à la guillotine, non pas pour ses idées politiques toutefois, comme on pourrait s'y attendre, mais pour avoir voulu **être homme d'état**, pour avoir **abandonné les soins du ménage pour se mêler à la République**, pour avoir **oublié les vertus qui conviennent à son sexe**[16]. Aux Etats-Unis, au moment des premières campagnes contre l'esclavage, Sarah et Angelina Grimke participent, par leur parole et leurs écrits, à ce vaste mouvement social. Elles furent prises à partie en 1837 dans une lettre pastorale.

> "La puissance de la femme réside dans sa dépendance, elle découle du sentiment très vif de sa faiblesse que Dieu lui a donnée pour sa protection, et qui la confine dans les domaines de la vie qui forment le caractère des individus et de la nation...
>
> Mais quand elle prend la place et l'accent de l'homme en se lançant dans la vie publique, il ne semble plus nécessaire de l'entourer de nos soins et de notre protection; nous prenons face à elle une attitude de défense; elle renonce à son influence que Dieu lui a donnée pour sa protection, et son caractère perd ses qualités naturelles"[17].

On pourrait multiplier les exemples. Les femmes révolutionnaires ont toutes expérimenté qu'on tolérait mal qu'elles participent à la révolution; que la cause des femmes devait être assujettie à **la** cause de la révolution. Les historiennes ont eu beau jeu de démontrer que les revendications des femmes ne sont pas facilement entendues et qu'on s'est toujours méfié des femmes qui sortaient de leur sphère assignée: la maison. Ce constat s'est vérifié au coeur des plus profondes révolutions, et cela jusqu'au 20e siècle.

C'est toutefois à la faveur des révolutions du 19e siècle que le mot **féminisme** a été inventé et que des mouvements organisés de femmes sont apparus.

Ce mot de **féminisme** mérite qu'on s'y attarde. Son inventeur est Fourier, un des précurseurs du socialisme, dans un texte de 1837[18]. Le mot est inventé, en somme, au moment où les premiers mouvements de femmes font leur apparition; au moment où l'idée socialiste suscite des analyses inédites de l'organisation sociale. Mais, ce mot n'est pas passé immédiatement dans le langage courant. Mieux, le mot **féminisme** possède, en anglais et en français, un autre sens qui l'associe à **féminité**[19]. Cette ambiguïté aura, ainsi qu'on verra, une profonde signification. En fait, l'objectif qui suscite les premiers mouvements de femmes est celui du droit des femmes et ce n'est qu'**a posteriori** qu'on qualifie aujourd'hui ces femmes et ces mouvements de **féministes**. Une chose est certaine, ces mouvements de femmes apparaissent dans les principaux pays industrialisés dès le milieu du 19e siècle. A

la révolution individuelle des siècles précédents succède une révolte collective et organisée. Phénomène plus important encore, l'organisation émane principalement des femmes de la bourgeoisie.

Or, quelle est la conjoncture qui explique l'émergence des premiers mouvements de femmes à ce moment-là de l'histoire? Tout d'abord, la révolution industrielle a modifié les structures sociales et économiques, créant de nombreux problèmes humains dans les villes nouvelles et modifiant considérablement la vie familiale. La famille qui était naguère un lieu de production commence la lente évolution qui la transformera progressivement en unité de consommation. A la même époque, l'évolution des mentalités a contribué à cantonner exclusivement les femmes de la bourgeoisie dans la vie domestique que l'on a alors surnommée la **sphère féminine**[20]. Enfin, ces femmes de la bourgeoisie, désoeuvrées, se sont mises d'une part, à réclamer des études plus longues et d'autre part, à vouloir prendre en charge les nombreux problèmes apparus avec l'urbanisation: conditions de travail des femmes et des enfants, délinquance, émigration féminine, mortalité infantile, épidémies, alcoolisme, prostitution, etc. Comme l'explique Sheila Rowbotham: "La dissociation entre travail et famille s'était produite avant la naissance du capitalisme, mais l'expansion industrielle la faisait apparaître avec une netteté particulière"[21].

Dans certains cas, le lien entre le début du féminisme et les principaux mouvements réformistes est très net. L'exemple américain est frappant. Nous sommes à l'époque, on le sait, où

les Etats-Unis sont traversés par un grand courant anti-esclavagiste. De nombreuses femmes y assurent des rôles de leadership incontestés. En 1840, plusieurs d'entre elles se rendent à Londres pour assister à un congrès international contre l'esclavage. Après discussion, on ne leur permet l'entrée dans la salle des délibérations qu'à la condition qu'elles se dissimulent derrière un rideau! C'est à l'issue de cette expérience que Lucretia Mott et Elizabeth Cady-Stanton prendront la décision de se consacrer à la défense des droits des femmes. Cette décision se concrétisera huit ans plus tard par la Déclaration de Seneca Falls[22] qui est à l'origine du féminisme américain.

Mais, pour la majorité des pays industrialisés, l'influence est plus diffuse et ne peut être illustrée de manière aussi spectaculaire. Comme l'explique Elise Boulding dans The underside of History, "de plus en plus, ce sont les femmes des classes plus élevées de la société qui évaluaient plus correctement les aspects sociaux de l'industrialisation. Elles développaient de nouvelles approches aux problèmes de la pauvreté urbaine. (...) D'une part, les femmes développaient leurs capacités analytiques ainsi que leur confiance dans leurs habiletés à mesure qu'elles voyaient les résultats concrets de leurs efforts. D'autre part, elles se buttaient systématiquement aux absurdités de leur situation: absurdité de leurs droits légaux limités, absurdité du contrôle permanent que les hommes exerçaient sur leurs actions, absurdité des définitions de la femme que les hommes leur imposaient, et qui laissaient entendre qu'elles ne pouvaient pas comprendre les problèmes qui les confrontaient.

Au bout du compte, les femmes réalisaient que la coopération avec les hommes, dans le redressement de la société, était impossible tant et aussi longtemps qu'elles ne seraient pas partenaires égales dans les décisions politiques (...). La prise de conscience **féministe** est survenue à cause de la violence de la réaction des hommes aux revendications que les femmes jugeaient de simple bon sens. Ces femmes ne prétendaient pas renverser le courant de l'histoire. Elles n'avaient que la conviction que les droits des hommes devaient également s'appliquer aux femmes"[23].

Ces **féministes** bourgeoises ne sont pas les seules à placer la cause des femmes sur la place publique. Des ouvrières ont donc constitué elles aussi des mouvements de femmes, associés soit aux révolutions, soit aux revendications ouvrières, soit aux groupes socialistes, durant tout le 19e siècle, que ce soit en Russie, en France, en Angleterre ou aux Etats-Unis. Leur action et leur réflexion sont moins connues, car la répression a été le lot de la plupart de ces groupes, ainsi que l'occultation de leurs écrits de même que la récupération de leurs journaux[24]. Mais les autorités ont eu beau jeu, dès les premières revendications, d'opposer les bourgeoises aux révolutionnaires.

L'ensemble de ces mouvements est très complexe à analyser. Car **féministes**, révolutionnaires, ouvrières, étudiantes (les universités s'ouvrent aux femmes au milieu du 19e siècle) s'insèrent dans un ensemble plus vaste où on retrouve les philanthropistes, les congrégations religieuses féminines, les

réformistes, les sociétés missionnaires[25].

De toutes les associations de femmes apparues au 19e siècle, on a donc surtout compris qu'elles étaient nées du désir et du besoin des femmes de la bourgeoisie de travailler concrètement à transformer la société. Ce désir n'est pas du ressort de ceux qui ont à se préoccuper sans cesse de ce qu'ils mangeront. Le constat d'une bourgeoisie moteur de changement social vaut aussi bien pour les femmes que pour les hommes.

A la fin du 19e siècle, les mots **féminisme** et **féministe** étaient entrés dans le langage. Mais l'ambiguïté du mot **féminisme** était extrême: il signifiait simultanément: **féminité** et **revendication pour les droits des femmes**[26]. L'évolution même du **féminisme** justifiait d'ailleurs cette ambiguïté.

Car le féminisme de **l'engagement social** avait donné naissance à une double analyse; le féminisme de **l'égalité** entre les hommes et les femmes et le féminisme de la **différence** entre les uns et les autres. Au nom de **l'égalité** entre les sexes, les femmes réclamaient l'amélioration des droits civils de l'épouse, le droit à l'éducation supérieure, le droit de vote, le droit d'exercer des professions, le droit de participer aux différents pouvoirs. Le recours aux codes, au droit, aux constitutions a constitué un réflexe de base pour établir la légitimité de ces revendications féministes. Et cette attitude s'explique aisément: pendant des siècles, les femmes avaient intériorisé les définitions imposées par les philosophes et les législateurs masculins. Elles ne

pouvaient que s'y référer pour affirmer: Nous sommes des personnes, des citoyennes au même titre que les hommes[27].

Par ailleurs, leurs premières revendications: droits légaux des femmes mariées, droit à l'éducation supérieure, droit à l'exercice des professions et surtout droit de vote ont pu être situés dans le grand courant de l'accès à la démocratie que l'on observe dans le monde occidental. Le féminisme est ainsi vu comme un cas d'aspiration collective vers l'égalité qui s'insère parfaitement dans le progrès des démocraties. Il s'intègre à ce courant qu'Elizabeth Sarah nomme "malestream history"[28].

Mais, simultanément, bien des femmes de la fin du 19e siècle ont réclamé les mêmes droits au nom de leur spécificité féminine, donc de leur **différence**. Parce qu'elles étaient des mères, elles espéraient que leur participation active à la politique et à la société allait transformer le monde. Cette interprétation du féminisme convient particulièrement bien à ce qui s'est produit au Canada entre 1880 et 1920. Comme l'illustrent les articles réunis par Linda Kealy dans A not unreasonable claim[29], le féminisme qui caractérise les associations canadiennes peut être qualifié de **maternal feminism**. "Il réfère à la conviction, explique Kealy, que le rôle spécifique de la femme, en tant que mère, lui impose le devoir et le droit de participer à la vie publique. Ce n'est pas son statut d'épouse qui la prépare à ses obligations de transformer la société, mais ses qualités maternelles que l'on retrouve chez toutes les femmes, mariées ou non"[30].

Le caractère ambigu du féminisme à cette période de l'histoire, indique une rupture certaine dans l'évolution de ce mouvement social. Le radicalisme des premières revendications cédait la place à un progressisme de bon aloi. Ce fait est illustré par un autre phénomène. Alors que les dénonciations du mariage étaient au centre des premières analyses féministes, une transformation s'effectue vers la fin du 19e siècle dans le sens d'un discours particulier autour de la sexualité. Croisade de moralité, lutte contre la prostitution, protection de l'enfance, dénonciation de la brutalité sexuelle des hommes et même condamnation tacite de la contraception[31] représentent quelques-uns des objectifs des femmes de cette époque. Ils s'articulent particulièrement bien à la définition du **maternal feminism**. Identifiés d'abord comme des indices du puritanisme et du conservatisme des femmes de cette époque, ils sont en ce moment réinterprétés bien autrement. On suggère plutôt de considérer cette question comme un lieu d'opposition entre les sexes, un terrain où la domination des hommes et la subordination des femmes peuvent davantage être renforcées et maintenues, ou au contraire, transformées fondamentalement[32]. Il reste que, dans l'ensemble, le féminisme de la période 1880-1920 nous semble aujourd'hui très timide.

On peut considérer que la première association féministe canadienne a été la Women's Litterary Society fondée par Emily Stowe à Toronto en 1877. Vouée à la conquête du suffrage féminin, cette association réclamait également le droit à l'éducation et à l'exercice des professions pour les femmes. En 1893, les

associations féminines variées (aucune ne s'identifie comme **féministe**) se constituent en fédération dans le National Council of Women of Canada. C'est par le biais de ses principaux **locals** que cet organisme devient le véhicule des revendications des femmes. Comme dans les autres pays, les objectifs se polarisent alors rapidement autour de l'obtention du droit de vote[33].

Les Québécoises qui participent à cette association finissent par créer leur propre regroupement, la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste dont l'instigatrice est Marie Gérin-Lajoie. Elle s'inspire directement du **féminisme chrétien** popularisé en France à la même époque, mouvement qui s'apparente au **maternal feminism**[34]. Il serait trop long de rapporter tous les faits et gestes des premières féministes canadiennes et québécoises. Leur militantisme est peu agressif, contrairement au modèle des suffragettes britanniques. Les suffragistes canadiennes signent des pétitions, mettent en scène des Parlements fantôches, envoient des cartes postales, assistent à des conférences. Regroupant essentiellement des femmes de l'élite, ces femmes n'ont jamais été nombreuses. On évalue à 10 000, en 1914, le nombre des sympathisantes dont les leaders avaient d'ailleurs pu bénéficier d'une éducation exceptionnelle pour l'époque[35]. Après l'insuccès d'une campagne nationale pour le droit de vote en 1913, le mouvement s'organise plutôt sur une base provinciale. Les provinces de l'ouest sont les premières à accorder le droit de vote aux femmes en 1916, après plusieurs péripéties où devait s'illustrer la plus célèbre féministe canadienne: Nellie Mc Clung. La Colombie Britannique et l'Ontario suivent le mouvement

en 1917.

Le gouvernement canadien, après avoir donné le droit de vote, en 1917, aux mères et aux épouses des militaires (au grand scandale des féministes) l'accorde à l'ensemble de la population féminine en 1918. Les autres provinces canadiennes ne tardent pas à l'imiter[36], à l'exception du Québec. C'est alors que les féministes québécoises se regroupèrent avec Thérèse Casgrain dans la Ligue des Droits de la femme (1929) et Idola Saint-Jean dans l'Alliance Canadienne pour le vote des femmes du Québec (1927) pour une longue lutte qui devait aboutir en 1940[37]. Les Québécoises devaient également obtenir en 1929 une Commission d'enquête sur les Droits de la femme, la Commission Dorion, laquelle allait amélioré quelque peu les droits des femmes séparées mais tout en maintenant une conception ultra-conservatrice du mariage et de la famille[38].

Pendant ce temps, quelques féministes d'Alberta, réunies avec Emily Murphy initiaient l'épisode fameux du "Person Case", lequel, après une longue bataille juridique allait obtenir du Conseil Privé de Londres, en 1929, "que les femmes sont des personnes" dans le texte de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique[39].

Les féministes canadiennes et québécoises ne se sont pas limitées à la question du suffrage féminin, loin de là. Entre autres elles ont participé aux mouvements pacifistes[40], aux courants syndicalistes[41] et au développement de l'enseignement supérieur[42]. Mais la mémoire collective a surtout retenu cet

aspect de leurs luttes qui avait suscité tant de réactions ridicules de la part des autorités, surtout au Québec.

Dans l'ensemble du monde occidental, le premier mouvement féministe marque sinon un effacement, du moins un ralentissement spectaculaire après 1925. Au tournant du siècle, le concept de la **femme nouvelle** avait suscité bien des émois. Après une génération, les craintes s'étaient estompées: "la femme nouvelle n'était qu'une utopie"[43].

Ce repli conservateur, accéléré par les désarrois de la crise économique des années 1930 et de la seconde guerre mondiale, se trouve à vider le concept de féminisme de son aspect revendicateur. Ce repli a été particulièrement visible aux Etats-Unis où le féminisme avait réalisé quelques victoires ainsi qu'au Canada. "Après la seconde guerre mondiale, dans la majorité des pays, hommes et femmes étaient unanimes à considérer le mariage et la famille comme le lieu le plus sûr pour se protéger de tous les problèmes. L'inflation était grande et les souvenirs de la Crise encore très vifs. Les experts ont avancé que le marché du travail ne pouvait absorber les anciens combattants tout en maintenant en activité la main-d'oeuvre féminine. Le désir de retourner à la vie normale contribua à entretenir un climat social particulièrement conservateur. Les revendications féministes semblent devenues aussi périmées que les suffragettes. La proportion de filles engagées dans les études supérieures se mit à décroître. L'âge moyen des filles à leur mariage s'abaissa jusqu'à 19 ans, le nombre moyen d'enfants par famille se mit à

croître, les familles, par millions, se déplacèrent dans les banlieues. Une véritable concertation des autorités politiques, économiques et sociales persuada les femmes que le bonheur des femmes était dans le rôle de reine du foyer. **The Feminine Mystique** déferlait sur toute l'Amérique"[44].

Alice Rossi a tenté d'expliquer le déclin du féminisme à cette époque, et elle estime que la **mystique féminine** a eu une grande influence parce qu'elle a été contemporaine de deux autres phénomènes[45]. Formellement, les femmes avaient obtenu une certaine égalité. Mais il est plus facile de faire changer les lois que de transformer les habitudes sociales, les attitudes et les mentalités. La difficulté de l'entreprise de modifier le tissu social a interrompu le mouvement féministe. Par ailleurs, le féminisme a été historiquement fort lorsqu'il a été jumelé à d'autres mouvements réformistes: anti-esclavagisme, anti-alcoolisme, réforme sociale, etc. Or, après la seconde guerre mondiale, on observe un déclin du radicalisme en politique, un essor sans précédent de l'économie qui crée la société d'affluence et une montée très nette de conservatisme social. Cette conjoncture a brisé l'élan des mouvements féministes du début du siècle.

Malgré tout, des transformations structurelles importantes se sont produites dans le monde occidental. Elles ont été jumelées à d'irréversibles changements de mentalités. Des mouvements inaugurés cent ans plus tôt ont fini par modifier de larges secteurs de la vie féminine. L'accès à une contraception

efficace, les transformations du monde scolaire, la nécessité du travail salarié des femmes et son acceptation, l'ouverture de nouvelles occupations dans les nouvelles bureaucraties, la participation des femmes aux médias, la diminution des vocations religieuses, l'engagement des femmes dans des causes politiques, sociales ou culturelles, autant de facteurs qui ont contribué à faire éclater les cadres traditionnels. Si un mouvement mobilise les femmes à ce moment-là, c'est la Voix des Femmes[46]. Au début des années '60, bien des femmes estiment que le féminisme est dépassé. Car, sans mouvements féministes organisés, les femmes ont alors l'illusion d'avoir obtenu l'égalité.

Pourvu qu'elles remplissent leurs rôles d'épouse et de mère, les femmes peuvent jouer le rôle de leur choix dans la société. L'émergence d'un nouveau féminisme allait naître de ce **pourvu que...**, des limites imposées au **choix** des femmes et des conditions que la société continuait d'imposer au **rôle dit naturel** des femmes. Les femmes actives ont alors réalisé qu'on leur demandait d'être des super-femmes. Elles ont constaté que la société ne leur offrait aucun service pour les seconder dans leur double tâche. Elles ont fait face au double standard des exigences et des compétences entre hommes et femmes. Elles ont mis le doigt sur les inégalités cachées de l'ordre social.

Dans un premier temps, le féminisme réformiste a refait surface, au début des années 1960. C'est la fondation de la Fédération des femmes du Québec et de l'AFEAS au Québec en 1966, par ailleurs, un nouvel organisme canadien est mis sur pied, le

Committee for the Equality of Women in Canada. Toutes ces associations réclament une enquête fédérale sur la situation de la femme. "La conjoncture se trouve alors absolument favorable. L'économie canadienne est en pleine expansion. Au cabinet, Judy LaMarsh, la seule femme ministre, harcèle ses collègues pour qu'on se penche, une fois pour toutes, sur la condition des femmes. Dans les principaux pays occidentaux, on achève ou on entreprend des études et des enquêtes sur cette même condition. Le gouvernement libéral, minoritaire, doit accorder une importance plus grande aux droits fondamentaux des individus grâce à la présence de la députation du N.P.D. qui lui assure la majorité en chambre. Les mouvements internationaux pour la paix, l'opposition à la guerre du Vietnam et les discussions sur la ségrégation raciale ont mis l'accent sur les Droits de l'homme (sic) fournissant un précieux cadre théorique pour situer la question de la condition féminine. La requête pour une commission d'enquête arrive donc juste à point. Mais le gouvernement n'acquiesce pas immédiatement à la demande. Laura Sabia évoque alors une marche éventuelle des femmes sur Ottawa lors d'une interview et, le lendemain, un quotidien torontois en fait sa manchette: "Three million women to march on Ottawa". C'est sans doute ce scoop qui emporte la décision. En février 1967, le gouvernement du Canada institue une Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada. Cet événement aura une importance considérable pour les femmes. Leur réponse allait bouleverser toutes les prévisions: la condition des femmes, en moins de deux ans, est devenue un problème social de premier plan"[47].

Mais bientôt, on voit apparaître autour de ce noyau réformiste une multitude d'autres féminismes: le féminisme de la contestation de l'ordre social, les marxistes; le féminisme de la contestation du pouvoir masculin, les radicales; le féminisme de l'exaltation de la féminitude; le féminisme de l'androgynie, tendance qui met en avant une redéfinition des rôles culturels.

Ce nouveau féminisme est né de l'expérience de milliers de femmes qui militaient dans les divers groupes contestataires de la fin des années '60: mouvements nationalistes, étudiants, pacifistes, intégrationnistes, socialistes, etc. Leur expérience a démontré qu'elles n'étaient pas des membres à part entière dans ces organisations variées. On tient à elles, mais à condition qu'elles se contentent de besognes obscures: la dactylographie, le café, les enveloppes, la photocopie, etc. ou du soutien des leaders. On conteste qu'elles veuillent jouer, dans l'action et la réflexion, le même rôle que les hommes. A Paris, à New York, à Montréal, à San Fransisco, à Toronto, à Vancouver, à Berlin, le même scénario s'est répété. Le mouvement en faveur du changement social a révélé aux femmes activistes leur propre oppression. Les femmes étaient exclues des décisions politiques. A la suite de ces prises de conscience, le mot-même de féminisme a changé de sens. Un peu partout dans le monde, le M.L.F., les Women's Lib sont apparus[48].

La définition traditionnelle du féminisme: "ensemble de mouvements sociaux qui ont en commun l'objectif de procurer à la femme des droits et un rôle plus étendus", ne convient donc plus

aux nouveaux mouvements qui se qualifient de féministes, car ces derniers posent comme préalable, soit la lutte des classes sociales, soit la fin de l'oppression du masculin sur le féminin et contestent, par conséquent, l'exercice traditionnel du pouvoir. Le féminisme actuel, qu'on pourrait qualifier d'essentiel, dénonce une conception **culturelle** du féminin qui est présentée comme **naturelle**. Son militantisme a donc un rapport existentiel avec le radical **fémin**-- et non plus un simple rapport qualitatif. D'ailleurs, dans leur désir de se distinguer des mouvements masculins, plusieurs ont préféré utiliser l'expression **mouvement des femmes** au terme **féminisme**. Car, depuis 1969, il y a bien des manières d'être féministe.

Ce qui se passe actuellement

Une chose est certaine, le débat actuel sur la condition des femmes est fort différent des analyses féministes apparues au 19e siècle. Des groupes féministes organisés existent toujours, mais ce qui caractérise le féminisme actuel, c'est d'être polarisé sur des objectifs précis. Je suggère de regrouper ces objectifs autour de quatre pôles: le **corps**, le **travail**, la **parole** et le **pouvoir** afin d'y voir plus clair. Il faut préciser aussi que pour chacun de ces objectifs, les motivations et les arguments ne sont pas univoques et couvrent parfois un éventail de positions très variées sur chaque question. Voyons plutôt.

Le corps

Sous cette rubrique se situent quelques-uns des plus grands débats féministes: la contraception, l'avortement, la pornographie, la violence conjugale, le viol, le contrôle de la santé, l'intervention féministe contre le sexisme en thérapie, les techniques d'auto-défense (le wendo), le soutien des femmes enceintes et des mères célibataires, le lesbianisme[49]. Cette seule énumération est éloquente: elle concentre les débats les plus intenses, les plus émotifs, les plus radicaux et les moins neutres. En filigrane sous chaque débat, le contrôle que les hommes ont historiquement exercé sur le corps des femmes. L'ébranlement de ce contrôle par les femmes elles-mêmes semble remettre en question l'identité ontologique des hommes tant les débats sont violents. On sait que le débat sur l'avortement a polarisé le nouveau féminisme comme le débat sur le droit de vote avait polarisé le féminisme originel[50].

Et les femmes ne se sont pas contentées de revendiquer. Elles ont établi les lieux du soutien et de la solidarité féminine. Maisons d'accueil pour les victimes d'agressions sexuelles. Maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence et leurs enfants. Cours d'auto-défense. Concertation pour la lutte en faveur de la contraception et l'avortement. Centres de santé. Grapillant des subventions, elles tentent d'assurer les services énormes que la prise de conscience féminine suscite. Les groupes n'ont pas tous la même approche. Certains se contentent d'être protectionnistes. D'autres se veulent plus

émancipationnistes et incitent les femmes à découvrir leurs droits, à assurer leur autonomie financière et psychologique, voire à assumer leurs propres revendications.

Au fond, on constate une plus grande autonomie des femmes face à leur corps, réalité que les hommes semblent ne pas accepter, comme groupe. La vieille loi du **double standard** sur l'adultère est abolie, mais dans les faits, un nouveau **double standard** est plus vivace que jamais. Car comment renverser un préjugé millénaire? Les femmes savent maintenant que leur statut de **personne** ne passe pas seulement par un code de lois mais par le contrôle de leur corps. Il leur est difficile de s'expliquer que l'on puisse continuer d'associer procréation et sexualité alors que ce lien ne concerne historiquement que les femmes.

Il ne faut toutefois pas croire que les acquis féministes règlent les problèmes, car les femmes vivent dans leur corps (et non pas au niveau des principes) certaines conséquences de l'expression légitime de leur sexualité. La peur est au centre de ces souffrances: peur des femmes et des hommes, et surtout absence totale de vrai dialoque entre eux.

Le caractère public de ce débat en constitue l'indéniable nouveauté. Un non-dit millénaire affleure à la conscience des femmes. Leurs difficultés, découvrent-elles, ne sont pas fondamentalement une question de justice ou d'égalité. Leurs difficultés sont liées à la domination d'un sexe sur l'autre. Cette domination a mille visages: **double standard** dans la morale

sexuelle (la **virginité** de l'épouse a pour pendant l'**expérience** du mari); législation hypocrite qui condamne la contraception et l'avortement; harcèlement sexuel; préjugés et stéréotypes sexuels qui maintiennent les femmes en état d'infériorité économique sur le marché du travail; discours dément sur la femme prisonnière de deux images contradictoires: ange ou démon; réduction des femmes à l'état d'**objet sexuel**; mépris du corps des femmes; définitions aberrantes de la sexualité féminine; inégalité des responsabilités dans la famille. Ce que les femmes comprennent, c'est que c'est par la domination de leur corps (et souvent de leurs enfants) que les hommes les contrôlent. Elles réalisent que la prétendue révolution sexuelle se fait sur leur dos (on a remplacé le dicton "tu seras à un seul" par le dicton: "tu seras à tous"). Elles découvrent qu'il faut de toute urgence changer les rapports hommes/femmes et elles exigent de participer à cette redéfinition. Elles réalisent aussi qu'en général les hommes tolèrent bien mal qu'elles prennent la parole sur toutes ces questions. Elles ont de plus en plus de mal à croire au respect, que supposément, les hommes veulent avoir pour les femmes. Car, comme l'a bien compris Sarah Kaufman, "Le respect dû aux femmes est une manière de les tenir en respect"[51].

Le travail

A ce chapitre, les problèmes soulevés par les femmes sont également nombreux: la discrimination sexuelle dans les emplois, les promotions et les salaires; l'accès à tous les programmes de formation; les congés de maternité et les garderies; le

harcèlement sexuel au travail; le statut et les droits des femmes collaboratrices de leur mari; l'impact des nouvelles technologies et l'accès des femmes aux métiers non traditionnels; le travail ménager et le soutien financier des femmes au foyer. On trouve des comités sur la condition des femmes dans plusieurs organismes: centrales syndicales, congrégations religieuses, partis politiques, institutions, etc. Une myriade d'associations professionnelles sont apparues. On met sur pied des services pour aider les femmes à intégrer le marché du travail.[52]

Le bilan est-il positif ou négatif? En théorie, l'égalité formelle est acquise et inscrite dans la plupart des législations. Des organismes, telle la Ligue des droits de la personne, permettent aux femmes d'en appeler de certains accrocs à l'application des lois. Le principe de l'action positive est accepté et souvent mis en pratique. On s'efforce de mettre sur pied, en ce moment, des programmes d'accès à l'égalité dans de nombreux organismes gouvernementaux. La percée la plus spectaculaire des récentes années a été celle des femmes collaboratrices de leur mari qui commencent enfin à avoir accès aux protections normales des travailleurs.

Mais on doit noter toutefois la lenteur avec laquelle s'opèrent les changements de mentalités et d'attitudes. Le cercle vicieux de l'éducation féminine et de l'emploi féminin n'est pas près d'être brisé. Il y a **l'école rose** et **les cols roses.** On continue de ne valoriser qu'un seul modèle de réalisation professionnelle: le modèle masculin. Les changements

technologiques risquent de se faire sur le dos des travailleuses. La société continue de pénaliser collectivement les femmes qui décident de travaillller et d'avoir des enfants. On résiste à changer les horaires. L'institution religieuse semble la plus réticente à modifier ses législations. L'établissement de garderies continue de susciter de perpétuelles remises en question au sujet de la responsabilité des mères.

Ce que les femmes comprennent de plus en plus, c'est que l'organisation du travail a toujours contribué à infériorisier les femmes, mettant progressivement en place les mécanismes de socialisation différentielle des sexes qui ont imposé les modèles sociaux du masculin et du féminin. Ces modèles varient d'une époque à l'autre, d'un pays à l'autre mais n'ont qu'un seul commun dénominateur: l'infériorité des femmes. Il en résulte une organisation du travail qui dissimule une discrimination systémique à l'endroit des femmes. Officiellement, il n'y a aucune discrimination. Dans la pratique, elle s'exerce de façon insidieuse par les exigences de diplômes, d'expérience, d'ancienneté qui éliminent les femmes automatiquement des listes de candidats.

Au fond, ce que personne n'ose avouer, c'est que l'organisation actuelle du travail ne peut fonctionner sans le travail **gratuit, sous-payé, non syndiqué, à temps partiel, bénévole, au noir, à domicile, de ghetto,** des femmes. Sans elles, tout s'écroule. Et malgré tout, leur force de travail continue de s'exercer dans une certaine illégitimité. Quant au travail

ménager, ce n'est même pas un foyer de résistance: les hommes continuent de penser collectivement que c'est une occupation **naturellement** féminine .

La parole

C'est par la parole que les femmes se sont davantage manifestées depuis 15 ans. Maisons de femmes, groupes de discussion (consciousness raising groups), maisons d'édition, librairies, pièces de théâtre, spectacles, films, publications de toutes sortes, groupes de recherches, revues populaires ou scientifiques, colloques, cours, programmes d'études, associations, sessions de formation, sessions d'information, la liste serait prodigieuse. Mode passagère? Non. Le mouvement est irréversible et ne donne en ce moment aucun signe de ralentissement.

Les réalisations sont donc nombreuses et surtout pluralistes. Toutes les tonalités sont exprimées et tous les milieux sont touchés. Dans le milieu universitaire, on compte au moins deux organismes pluridisciplinaires bilingues: l'ICREF-CRIAW (Institut canadien de recherche sur les femmes, depuis 1976) et la "Canadian Women Studies Association" qui multiplient congrès, programmes d'études, recherches et publications. On note également plusieurs revues de haut calibre, où les chercheuses peuvent publier le résultat de leurs recherches: Atlantis, Canadian Women Studies/Les cahiers de la femme, Ressources for Feminist Research/ Documentation sur la recherche féministe.

Des revues de large diffusion sont également publiées. La vie en rose (1979), publiée à Montréal, représente la plus importante des revues féministes qui ont paru au Québec. Herizons joue le même rôle chez les Anglophones. Par ailleurs, La Gazette des femmes (1979) publiée par le Conseil du statut de la femme du Québec a un tirage de 70 000 exemplaires.

La notoriété la plus spectaculaire se situe cependant dans le secteur de la création littéraire. L'écriture féminine québécoise et canadienne s'est acquise une réputation internationale. Certains textes, tels Les fées ont soif de Denise Boucher ont suscité des controverses passionnées[54].

Mais, les risques de récupération guettent l'ensemble de ces efforts. Le **féminin** et le **féminisme** sont devenus des produits qui se vendent bien. Le risque est donc grand que la société de consommation neutralise l'analyse féministe comme elle a neutralisé la vague **hippie** des années '70. Les réactions masculines sont également typiques. "Encore un livre sur les femmes!", entend-on souvent! Mais jamais les femmes ne réussiront à écrire sur elles-mêmes autant que ce que les hommes ont écrit sur les femmes. Un exemple entre mille: il s'est écrit en Europe, entre 1400 et 1600, donc bien avant la généralisation de l'imprimé, plus de 890 ouvrages sur le seul sujet de l'éducation des femmes, ouvrages dont le commun dénominateur est un discours visant à exclure les femmes, de par leur nature, de la pratique de la vie scientifique et de l'accès aux modes variés d'instruction.

Au fond, le discours des femmes sur les femmes reste inaudible, marginal. Il est toléré seulement. A peine est-il articulé qu'on voudrait le voir cesser.

De plus, les féministes ne se sont pas contentées de prendre la parole. Elles ont également entrepris de contester le langage car "De toutes les armes qui servent à dominer les femmes, la plus subtile, la plus pernicieuse est sans doute le langage: première forme de socialisation globale, c'est aussi la plus ancienne, et celle qui agit de façon la plus inconsciente, donc la plus efficace"[55]. Le dictionnaire, répertoire officiel des définitions et du genre des mots constitue le dépôt légal des concepts qui nous définissent. Sous une apparente objectivité, celle de la consignation neutre du savoir, les instruments du langage, le dictionnaire, la grammaire, justifient les cadres linguistiques de la domination du masculin sur le féminin[56].

Les femmes ont donc entrepris, depuis quelques années, de dénoncer ces incidences et de les contrer par de nouvelles pratiques verbales et ce réflexe en dérange plus d'un et plus d'une.

S'agit-il, comme plusieurs voudraient le croire d'un caprice sans grande importance? Au contraire. La démarche de contestation et les nouvelles pratiques de langage rendent incroyablement visibles les transformations qui se produisent dans la société. Chaque fois qu'un mot est écrit au féminin, il est affirmé: les femmes peuvent le faire; la culture nous impose

abusivement des modèles masculins. Chaque fois qu'un texte est écrit au féminin, il fait vivre aux hommes qui le lisent le phénomène, si familier aux femmes, de l'exclusion. Chaque fois qu'un texte est écrit au féminin et au masculin, hommes et femmes peuvent également s'y sentir interpellés personnellement et non plus par sexe interposé comme dans la coutume de tout écrire au masculin. Dieu père et mère, et voilà la subversion introduite dans la relation au divin.

Enfin, les femmes ont réalisé que l'ensemble des textes écrits qui remplissent nos bibliothèques sont le fait des hommes. Les concepts, les théories, les explications, la science, en un mot, est elle-même un discours sexiste. Les chercheuses féministes procèdent donc en ce moment à cette remise en question du discours scientifique et de ses composantes sexistes[57].

Le pouvoir

Une des conséquences de la parole des femmes a été de remettre en question le pouvoir à tous ses niveaux. Au-delà des conquêtes, toutefois, la vraie tonalité de cette analyse a été d'affirmer: "Le privé est politique" rendant archaïque la division culturelle entre le privé et le public[58].

C'est pourquoi l'acquis le plus significatif se situe dans une discussion permanente sur un pouvoir parallèle, subversif, un autre pouvoir. Depuis qu'elle s'est polarisée sur le pouvoir et non plus exclusivement sur les droits, la réflexion féministe

s'approfondit et par conséquent devient plus menaçante[59].

On le sait aujourd'hui, l'équation féminisme/droit de vote des femmes a été prépondérante dans l'action des premières féministes et surtout dans l'interprétation qui en a été donnée. Ce que l'on oublie toutefois, c'est que le féminisme était ainsi neutralisé et identifié à une simple étape de la progression démocratique, au même titre que l'extension du droit de vote aux ouvriers, aux minorités nationales, aux noirs, etc..

Or, ce que les femmes constatent maintenant, c'est qu'une fois acquis, ce droit de vote n'a eu aucune des conséquences prévues face au changement social et à l'exercice du pouvoir. Le signe le plus évident en a été la lenteur avec laquelle les femmes ont investi les lieux de pouvoir. L'autre signe est la lenteur avec laquelle les demandes des femmes sont réellement entendues. Qu'est-ce à dire?

Certes, c'est ici que le changement semble en apparence le plus visible. Des femmes sont maires, députées, ministres, présidentes de syndicats, de compagnies, de conseils d'administration. Les hommes sont d'ailleurs myopes. Il leur suffit de 2 ou 3 députées pour affirmer mélancoliquement: "Depuis que les femmes dominent en politique...". Quant aux femmes, elles se demandent si les instances politiques n'utilisent pas quelques femmes uniquement comme preuve de leur bonne volonté. Est-ce qu'on ne tolère les femmes dans une instance de pouvoir que lorsque le vrai pouvoir est déplacé vers un nouveau lieu? La

question est de plus en plus posée.

Mais surtout, les femmes, collectivement, se détournent de la politique institutionnelle retardant, par le fait même, la féminisation des instances politiques. Les femmes se sentent aliénées dans le discours politique actuel et elles voient bien que leurs priorités sont rarement celles des gouvernements. Le meilleur exemple en est le sort qui a été fait aux recommandations du Rapport Bird. Dix ans après son dépôt, 43 recommandations avaient été mises en oeuvre, 53 étaient en voie d'être réalisées et 24 attendaient encore leur application[60]. Par ailleurs, plusieurs féministes déplorent ce qu'elles appellent le **féminisme institutionnel** qui démobilise selon elles l'ensemble des femmes.[61]

Face au pouvoir, les féministes poursuivent donc en ce moment deux objectifs en apparence contradictoires. D'une part, des femmes ont investi certains lieux de pouvoir. La seule forteresse qui leur échappe est celle de l'Eglise catholique. Ce mouvement est inscrit dans la ligne historique du féminisme de l'égalité.

Mais, par ailleurs, d'autres féministes proposent une nouvelle réflexion sur le rapport des femmes au pouvoir. Elles dénoncent les modèles exclusivement masculins qui continuent d'être proposés dans les avenues traditionnelles du pouvoir. Elles soulignent de quelle manière les points de vue des femmes ne sont jamais entendus. Elles dénoncent les autres lieux où s'exerce le pouvoir des hommes pris collectivement: la famille, le rapport homme/femme dans la sexualité, le débat sur l'avortement,

le langage, la presse, la médecine, les lois, etc.. Elles mettent un lien entre ces pouvoirs-là et le pouvoir politique formel. Elles cherchent à identifier, en théorie et en pratique, une pratique non-sexiste de la politique. Elles essaient, au fond, d'être à la fois au-dedans et au-dehors.

Analyse critique des mouvements de femmes

La longue description qui précède illustre qu'il n'est pas facile de s'y retrouver. Le mouvement féministe n'est pas univoque et chaque courant a sa place dans la conjoncture actuelle. Cette pluralité peut être considérée comme le signe de sa vitalité.

Il est plus que temps de rejeter la vieille distinction entre le **bon** féminisme et le **mauvais** féminisme; entre les féministes **radicales** et les féministes **modérées**. Il faut prendre garde également à la nouvelle dichotomie qui vient d'apparaître: oui au **féminisme** et non aux **féministes**. Et les journaux et magazines de publier les entrevues des jeunes filles qui croient aux victoires du **féminisme** mais qui refusent de se dire **féministes**. Et les analyses de dénoncer ces "féministes qui s'arrogent le droit de parler au nom de toutes les femmes et pervertissent la cause des femmes à des fins politiques"[62]. A Montréal, à l'automne 1985, un congrès international sur La situation des filles multipliait les constats pessimistes. On y parlait, entre autres, du **coût du féminisme**. Mais sous ce thème, il n'était pas question des coûts sociaux que représenterait une éventuelle transformation de la

société. on analysait plutôt les difficultés que doit rencontrer la femme qui tente de concilier son engagement féministe avec une carrière et une famille. Cette analyse rejoint, d'une certaine manière, ces associations de Super women anonymous qui, paraît-il, viennnent d'apparaître aux Etats-Unis.

Il faut aller plus loin. Depuis deux ou trois ans, des mouvements anti-féministes ont fait leur apparition, venus des Etats-Unis. Plus important est le R.E.A.L. Women au sigle si ambigu (REAL signifie: Realistic, Equal, Active for Life). Ce groupe poursuit plusieurs objectifs: contre l'avortement et la contraception, contre l'égalité du salaire pour un travail éguivalent, contre un programme général de garderies, contre les programmes d'action positive, contre l'attribution de fonds fédéraux pour le statut de la femme. Comme on peut le constater, la nouvelle droite n'y va pas par quatre chemins. A l'été 1984, une campagne de lettres et de télégrammes a acheminé des millions de messages aux ministres fédéraux. En fait, il semblerait que le groupe R.E.A.L. Women jouisse d'appuis financiers importants pour neutraliser et annuler tous les acquis féministes. Ils prétendent regrouper 20 000 membres mais refusent de divulguer le nom de leurs bailleurs de fonds et leur liste de membres. Et notons au passage que R.E.A.L. Women ne s'intéresse à aucune des questions relatives à la violence faite aux femmes. D'autres mouvements, officiellement occupés à défendre la famille, accusent également les féministes de tous les maux de la société[63].

L'analyse féministe est inquiétante. Mais reconnaîssons-le: l'anti-féminisme n'est guère plus rassurant. Or, si des femmes sont réticentes à se dire féministes, c'est peut-être parce qu'elles ont peur.

On a fait aux femmes une réputation de gentillesse. Elles sont supposées être gentilles **naturellement.** Ce qui est complètement faux évidemment. Par ailleurs, aujourd'hui comme naguère, les féministes ont été perçues comme des folles, des hystériques. Ce qui est également complètement faux. Quand les femmes auront compris qu'on les déchire entre deux faussetés: 1- les femmes sont gentilles; 2- les féministes sont folles; l'option deviendra beaucoup plus confortable.

Par ailleurs, on réclame des femmes l'unanimité, l'orthodoxie, la solidarité. Pourquoi? (Que je sache, les hommes eux n'ont jamais atteint ni l'une, ni l'autre.) L'important ici est de retenir que le mouvement féministe, répétons-le, ne recouvre pas une réalitè univoque, mais plutôt des mouvements fort divers par leur cadre théorique, leurs objectifs, leur idéologie et leurs moyens d'action. Actuellement, le mot **féminisme** est un mot qui fait peur. Et c'est normal. Il y a un siècle, le mot **libéralisme** faisait office d'épouvantail dans les milieux religieux. Aujourd'hui, le libéralisme fait plutôt vieux jeu et ses partisans passent pour des gens de droite. A mon sens, c'est lorsque le mot féminisme ne fera plus peur qu'il sera devenu inoffensif.

Dans l'éventail des féminismes, on peut distinguer trois grandes tendances[64]. On pourrait les résumer grossièrement ainsi: les femmes désirent être considérées **comme les hommes**; elles se considèrent **contre les hommes**; elles souhaitent qu'**hommes et femmes soient égaux, mais selon des modèles différents.**

Le premier groupe est constitué par les féministes qui se basent sur l'analyse de l'égalité, caractéristique du féminisme du milieu du 19e siècle. C'est une position qui ne conteste pas l'ordre social établi, se contente de dénoncer les lieux de subordination et de chercher à les annuler par les outils traditionnels de la pression politique. "L'égalité est appréhendée sous l'angle de l'intégralité, intégralité des droits tout d'abord, le plus sûr moyen pour couper court à toutes les arguties possibles[65]". "Droit au travail, droit à l'éducation, droit à l'indépendance économique, droit à la **disponibilité**, définie comme la libération des grossesses inopportunes et de la fonction maternelle à temps plein[66]". Son arme favorite est la dénonciation des mythes, notamment ceux qui concernent le travail féminin: le rôle de la femme à la maison, absentéisme féminin, manque de motivation des femmes, etc. "Le but de l'analyse sur laquelle repose l'idéologie féministe égalitaire est donc d'éveiller l'esprit critique des femmes sur une réalité présente et concrète, de susciter leurs interrogations sur des affirmations jusque-là acceptées sans conteste. Les femmes ont intériorisé des mythes; il importe d'exorciser le mal[67]".

Les mouvements de femmes apparus à la fin des années '60 ont proposé une autre analyse, beaucoup plus radicale, qui conteste l'exercice traditionnel du pouvoir. Elle est polarisées par une contestation de la société, de la famille, de la sexualité, du capitalisme et a donné lieu aux prises de position les plus lapidaires, celles qui inquiètent tant les hommes. Il est presque impossible de résumer les prises de position de ces groupes de féministes car ils se divisent eux-mêmes en plusieurs tendances. Les mouvements issus de la gauche (socialisme, marxisme) rattachent généralement la libération des femmes à la transformation globale de l'ordre social et économique. D'autres, déçus justement de cette analyse, placent l'analyse du pouvoir masculin et sa contestation comme base de leurs revendications. Tous les groupes féministes issus de la gauche ont eu, et souvent ont encore, des rapports tourmentés avec les différents mouvements socialistes, que ce soit au niveau de la théorie, de l'analyse, de la stratégie ou de la pratique. Enfin, le lesbianisme politique est venu proposer l'orientation sexuelle comme seule pratique cohérente pour les féministes radicales.

"Une vue simpliste du féminisme radical consiste à le résumer en ce bilan sommaire: refus de l'amour, rejet de la culture, haine de l'homme et séparatisme. Au niveau des médias, ces prises de position ont connu une remarquable diffusion dans leur interprétation littérale. Pareil phénomène a eu, pensons-nous, un effet heureux, dans la mesure où il a quelque peu ébranlé la quiétude et le pharisaïsme des hommes et de la gauche. C'est aux féministes radicales que le féminisme doit d'avoir une existence

autonome, d'avoir échappé à la tutelle du socialisme et d'avoir atteint une portée universelle"[68].

Dans le hâlo du féminisme radical s'est également développée une exaltation de la féminitude qui a nourri la plupart de ces tendances.

Enfin, plusieurs personnes, hommes et femmes, ont basé leur analyse sur la critique des rôles culturels, masculins ou féminins, et ont mis de l'avant le pluralisme nécessaire qui devrait émerger des transformations actuelles. Ce féminisme a été qualifié d'androgyne. Ces personnes souhaitent qu'hommes et femmes soient égaux entre eux mais selon des modèles qui restent à inventer et qui seront déterminés par les hommes et les femmes ensemble. Dans cette analyse, aucune complémentarité: simplement, à l'horizon, une société nouvelle.

"La théorie féministe de l'androgynie, (...), pose le primat de l'humain et affirme l'égalité des sexes dans la réciprocité, voyant chacun d'eux à ce stade de notre évolution comme le lieu d'inscription des refoulements de l'autre[69]". On reconnait la perspective androgyne dans plusieurs débats féministes: l'analyse des stéréotypes sexistes, l'intervention féministe en thérapie en constituent deux bons exemples. La réflexion des théologiennes féministes, notamment à la suite de Mary Daly[70], contribue de manière non négligeable à ce courant de pensée. Par ailleurs, cette analyse comporte également des composantes sociales. On a même avancé une hypothèse sur le thème de la vie politique

androgyne. Celle-ci serait le fruit d'une coopération égale des hommes et des femmes et serait accessible, notamment, par les préoccupations écologiques, socialistes et pacifistes. Plusieurs théoriciennes sont d'avis que ce courant de pensée constitue une avenue de conciliation entre les deux autres tendances. C'est notamment l'avis de Ginette Castro qui a produit une analyse fouillée du féminisme américain. Par contre, on peut objecter que, parce qu'il compte sur un processus de conversion, il s'apparente davantage à une utopie qu'à un véritable mouvement de contestation sociale.

Mais ces savantes distinctions demeurent surtout théoriques. Chaque tendance s'influence l'une l'autre au niveau des stratégies, des objectifs, des arguments, ce qui augmente la difficulté de tout comprendre. C'est que la vie s'enferme mal dans des distinctions théoriques... Le tableau suivant, tiré de l'ouvrage de G.G. Yates, <u>What women want</u>, est un instrument d'analyse intéressant pour situer les principaux courants.

Tableau comparatif entre les idéologies féministes actuelles aux Etats-Unis

CARACTERISTIQUES	IDEOLOGIE "FEMINISTE"	IDEOLOGIE DE LA LIBERATION DE LA FEMME	IDEOLOGIE ANDROGYNE
Principe de base	Les femmes égales aux hommes	Les femmes au-dessus, contre, séparées des hommes	Les femmes et les hommes égaux entre eux
Source du standard	Etabli par les hommes Adopté par les femmes	Déterminé par les femmes	Déterminé par les hommes et les femmes ensemble
Analyse du problème	Les femmes ont été subordonnées aux hommes	Les femmes ont été des objets sexuels, des objets de propriété, des travailleuses exploitées	Remise en question de la légitimité des rôles tradtionnels masculin/féminin
Identification de l'ennemi	Les attitudes socio-économiques et les institutions	Les autres femmes Les hommes Le capitalisme La famille	Valeurs culturelles Structures institutionnelles
Moyens d'action	Causes judiciaires Elections Informations Groupes volontaires	Groupes de prise de conscience Séparation d'avec les hommes Support psychique Exercice du pouvoir féminin	Processus éducatifs Groupes volontaires Informations
Cible principale	Politique	Sociale	Culturelle
Stratégie	Pression politique	Conflit	Conversion
Objectifs	Intégration (disparition de la diversité au profit de l'unité)	Ségrégation	Pluralisme (diversité dans l'unité)

SOURCE: What Women Wants: The Ideas of the Movement, Gayle Graham Yates, Harvard University Press, 1975.

On s'aperçoit aussi que chacun des débats qui ont mobilisé les féministes ont été endossés selon des perspectives différentes par les groupes. Les débats sur le travail ménager, l'avortement et la pornographie sont très représentatifs. Le salaire au travail ménager est perçu comme une aliénation patriarcale ou comme une amorce d'indépendance économique. La libéralisation de l'avortement est vue comme un correctif à l'inégalité de son accès, ou comme un moyen de protéger les femmes des tragiques conséquences de l'avortement clandestin, ou comme le moyen de libérer les femmes de l'oppression sexuelle. Mais le meilleur exemple reste la pornographie. La pornographie est "l'idéologie d'une culture qui encourage et légitimise le viol, les voies de fait et les autres crimes violents contre les femmes[71]". Elle est l'érotisation de la violence. Elle est engagée dans une escalade du mépris des femmes que rien ne semble pouvoir juguler. Elle est, pensent de plus en plus de femmes, la base idéologique de l'oppression des femmes. Mais la pornographie s'est par ailleurs trouvée des alliés puissants: les défenseurs de la liberté d'opinion et de presse, les ennemis du puritanisme, les distingueurs patentés et savants qui hiérarchisent le **soft core**, le **hard core** et le **sniff**. Forcément, il se trouve des féministes dans les deux camps.

Il y a donc bien des manières d'être féministe. Les mass media, comme de juste, montent en épingle les prises de position et les manifestations les plus spectaculaires et les plus radicales. Cela oblige bien des femmes mobilisées par une cause féministe qui les préoccupe, à dire "Je ne suis pas féministe,

mais...".

Dans le panorama actuel des mouvements de femmes, plusieurs facteurs contribuent à alimenter davantage la confusion. Le premier concerne la pratique de l'autorité. En effet, plusieurs féministes contestent le concept même d'autorité et de structure hiérarchique. Ces deux réalités, estiment quelques femmes, sont masculines et n'ont produit que des conflits et des guerres. Un grand nombre de mouvements de femmes se constituent donc sans organisation structurée, sans leader, parfois même dans l'anonymat. Ces groupes se font et se défont avec une vitesse surprenante. En dresser le tableau, c'est se résigner à produire un document périmé avant même qu'il ne soit complété. Ces groupes sans structures apparentes sont nommés groupes autonomes de femmes parce qu'ils ne sont reliés à aucun parti, à aucune cause identifiée. Ces groupes autonomes proviennent souvent des syndicats, des partis politiques et sont constitués lorsque les femmes constatent que les priorités des femmes ne deviennent jamais les priorités des syndicats ou des partis. Ainsi plusieurs groupes féministes se constituent le plus souvent sans l'appareil bureaucratique et l'organigramme habituels, ce qui dérange les modèles masculins.

Une autre caractéristique des mouvements de femmes, c'est qu'ils se forment habituellement autour d'un objectif très concret. C'est la liste de ces objectifs qui a été présentée dans la seconde partie de ce texte, objectifs qui se matérialisent par cette variété de Centres, Maisons, Services, Revues, Collectifs

qui ont poussé un peu partout. Or la plupart ne peuvent fonctionner qu'avec de maigres subventions et ne comptent sur aucune permanence. Une partie des énergies doit être consacrée à préparer et justifier les demandes de subventions. Plusieurs ne réussissent à durer que quelques années, voire quelques mois. Au fond, ce ne sont pas les groupes de femmes qui sont provisoires, ce sont les gouvernements qui les maintiennent dans le provisoire.

Une troisième réalité doit être soulignée. En effet, parallèlement à ces groupes, il existe au Canada, on l'a vu, une grande fédération féministe nationale, le National action committee on the Status of women qui regroupe des centaines de groupes variés dont une trentaine d'associations nationales. Dans la plupart des provinces, des fédérations de groupes de femmes existent également. Au Québec, c'est la Fédération des femmes du Québec, fondée en 1966. Sous la pression de ces grands organismes, lesquels avaient suscité la Commission d'enquête sur la situation de la femme au Canada (Commission Bird, 1968-71), les gouvernements ont été obligés de mettre sur pied des structures officielles pour donner aux femmes une plate-forme politique à leurs revendications. Le Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme a été mis sur pied à Ottawa en 1973. Des conseils provinciaux existent également presque partout. Celui de Québec existe depuis 1973. Plusieurs aimeraient que ces groupes identifient tout le féminisme. Mais il n'en est rien. On qualifie habituellement ce féminisme d'institutionnel. En effet, l'action de ces Conseils se trouve avalisée par les gouvernements qui les ont mis en place. Il est courant, en ce moment,

d'entendre les féministes les plus engagées protester contre l'action des conseils et des gouvernements, accusés de récupérer les revendications des femmes, de les neutraliser ou de les faire passer au dernier rang des priorités gouvernementales. Elles entretiennent donc un réseau parallèle de revendications (manifestations, textes provocateurs, déclarations) qui maintiennent dans le public, avec la puissante complicité des médias, l'image que les féministes ne sont jamais satisfaites. Ecoutons l'une d'elles. "Cette prise en charge par l'Etat a permis que les revendications soient d'emblée adressées à l'Etat; cela explique en grande partie leur aspect juridiste de même que la place qu'a pu occuper le Conseil du statut de la femme (organisme paragouvernemental) par rapport aux femmes. (...) Par ailleurs, du fait que le CSF avait comme mandat de traduire en termes compatibles avec la logique étatique les revendications des femmes, il a occupé une place sans commune mesure avec son effet réel dans le mouvement des femmes. (...) C'est ce qui explique que le mouvement des femmes au Québec à la fin des années 70 apparaisse comme très fortement institutionnalisé. Et il l'est en partie puisque plusieurs groupes s'en remettent effectivement au CSF pour faire avancer institutionnellement le dossier des femmes, alors que d'autres n'arrivent pas à se dégager de la vision étatique de la modernisation telle que développée depuis la révolution tranquille[72]".

* * *

Entre toutes les tendances la majorité des femmes est partagée, je dirais même déchirée, car il est devenu impensable d'être femme et de nier les interrogations fondamentales que pose l'analyse féministe. C'est peut-être qu'il n'y a rien de plus dérangeant que l'analyse féministe. C'est une perspective foncièrement acérée: elle ne laisse rien d'intact de ce qu'elle touche, ni la famille, ni le travail, ni l'organisation sociale, ni les relations entre les sexes, ni le pouvoir. On peut se boucher les yeux; on ne peut pas prétendre que c'est dépassé. On comprend aussi la peur des unes et des autres: l'inconnu est à notre porte. Le chemin à parcourir est si long qu'on a le sentiment qu'on n'y arrivera jamais: tout est à transformer. Nos idées sur les structures, les institutions, les normes sont tellement figées dans le béton qu'on semble incapable d'imaginer, d'inventer une société nouvelle. Et nos interlocuteurs masculins se sentent personnellement visés même si les contestations ne sont pas dirigées contre les personnes mais bien contre les institutions, les structures, les normes, les valeurs qui organisent l'oppression des femmes comme groupe. Ou bien encore, ils rejettent ou ridiculisent le féminisme "sans percevoir combien leur rejet ou leur décision est une fuite trahissant leur crainte de découvrir qu'ils n'ont pas d'autre identité que le sexisme[73]". Serait-ce parce que, à la fois conscience et projet, l'approche féministe va au coeur même du problème des sexes, et, remettant l'identité de chacune/chacun en question, elle pose de redoutables questions aux individus et aux collectivités?

"Si la première vague du féminisme (...) tourna court par suite d'un vide idéologique, la deuxième vague de ce même féminisme risque fort de tourner court par suite d'un trop plein idéologique[74]"! Devant ce constat, plusieurs se prennent à désirer qu'une troisième voie se dessine entre le courant égalitaire de la collaboration et le courant radical de l'opposition, qu'une synthèse s'accomplisse de toutes les analyses qui ont été avancées. J'ai le sentiment, au contraire, que la vitalité du féminisme se mesurera toujours à la diversité de ses courants de pensée, à l'aptitude de ses militantes à identifier les déguisements de ses opposants, à la conscience qu'auront toutes les femmes de leur histoire et de leur solidarité.

Notes

1. Ann D. Gordon et all. ,"The problem of Women's history", dans Berenice A. Carroll Liberating Women's history, University of Illinois Press, Urbana, Chicago, London, 1976, p. 76-79.

2. Gerda Lerner, The majority finds its past. Placing Women in history, New York, Oxford University Press, 1979, p. 145-180. Cécile Dauphin, article "Femme" dans La Nouvelle Histoire.

3. Cela est particulièrement vrai en France. Voir Geneviève Fraisse, "Singularité féministe. Histographie critique de l'histoire du féminisme en France", dans Michelle Perrot, Une histoire des femmes est-elle possible?, Paris, Rivages, 1984, p. 189-204.

4. Carol Hymowitz et Michaele Weissman, A History of women in America, Bantam Books, 1978, 400 p.

5. Le Collectif Clio, Histoire des Femmes au Québec depuis quatre siècles, Montréal, Quinze, 1982, 526 p.

6. Geneviève Fraisse, critique de Histoire des Femmes au Québec depuis quatre siècles, Bulletin du GRIF, no 2, printemps 1983.

7. Cette question est abondamment documentée. Voir pour le Canada, Sylvia Van Kirk, "What has the Feminist Perspective Done for Canadian History" dans Knowledge reconsidered: a feminist overview/Le savoir en question: Vue d'ensemble féministe, CRIAW/ICREF, 1984, p. 43-58; pour les Etats-Unis, dans Liberating women's history, op.cit.,"The invisible woman: the historian as professionnal magician" par D.B. Schmidt et E.R. Schmidt p. 42-54, ainsi que "Historical Phallacies: sexism in American Historical writing" par Linda Gordon et all., p. 55-74; pour la France, Arlette Farge, "Pratique et effets de l'histoire des femmes" dans Une histoire des femmes est-elle possible?, op.cit., p. 17-35. Notons l'exception québécoise:
Linteau, Durocher et Robert, Histoire du Québec contemporain, Montréal, Boréal-Express, 1979, qui intègre deux chapitres: chapitre 11: "La situation des femmes", p. 219-228 et chapitre 29: "Les femmes et le mouvement féministe", p. 506-516, dans la synthèse 1867-1929.

8. Maïté Albistur et Daniel Armogathe, Histoire du féminisme français du moyen-âge à nos jours, Paris, des Femmes, 1977, p. 17-209.

9. Voir de nombreux articles réunis dans Bridenthal et Koonz, Becoming visible. Women in European History, Houghton Mifflin Company, 1977.

10. Régine Pernoud, La femme au temps des cathédrales, Paris, Stock, 1980, 304 p.

11. Joan Kelly-Gadol, "Did women have a Renaissance?" dans Becoming visible, op.cit., p. 137-164.

12. Elizabeth Sarah, "Editorial. Toward a reassessment of feminist history", dans Reassessments of "first wave" feminism, Pergamon Press, 1983, p. 521.

13. Andrée Michel, Le féminisme, Que sais-je? NO 1782, Paris, PUF, 1979.

14 Margaret Brennan, "La clôture. Institutionnalisation de l'invisibilité des femmes dans les communautés ecclésiastiques." dans Concilium, no 202: Théologie féministe, 1985, p. 57-68.

15. Sheila Rowbotham, Féminisme et Révolution, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1973.

16. M. Albistur et D. Armogathe, op.cit., p. 228-230.

17. S. Rowbotham, op.cit., p. 125.

18. Benoite Groult, Le féminisme au masculin, Paris, De Noël/ Gauthier, 1977, p. 149-180.

19. Joan Kelly, "Early Feminist Theory and the Querelle des femmes", dans Women, History and Theory, 1984.

20. Cette question a suscité d'innombrables études, en français et en anglais, qu'il est impossible de citer ici.

21. Sheila Rowbotham, op.cit., p. 35.

22. C. Hymowitz et M. Weissman, op.cit., p. 86s.

23. Elise Boulding, The underside of history, Boulder, Westview Press, 1976, p. 620s (traduction de l'auteure).

24. M. Albistur et D. Armogathe, Histoire du féminisme français, op.cit., p. 252-401. Malcolm Thomas et Jennifer Grimmett, Women in Protest. 1800-1850, London, Croom Helm, 1982, 166 p.

25. Elise Boulding, op.cit., p. 617-688. Le phénomène décrit par Boulding relativement aux congrégations religieuses féminines est particulièrement frappant au Québec. Voir Micheline Dumont, "Vocation religieuse et condition féminine" dans Marie Lavigne et Yolande Pinard, Travailleuses et féministes. Les femmes dans la Société québécoise, Montréal, Boréal-Express, 1983, p. 271-292

26. C'est ce qu'une recherche dans plusieurs dictionnaires du 19e siècle démontre. D'une manière générale, les dictionnaires anglais introduisent le sens "revendication" assez tardivement par rapport aux dictionnaires français, ce qui est logique puisque le mot est, à l'origine, un mot français. Il est évident que l'on parle aujourd'hui de toutes les militantes du 19e siècle comme des "féministes", mais l'on est pas assuré qu'elles-mêmes s'identifiaient comme telles à l'époque.

27. Geneviève Fraisse, "Droit naturel et question de l'origine dans la pensée féministe au 19e siècle", dans Stratégies des femmes, Paris, Tiercé, 1984, p. 375-390.

28. Elizabeth Sarah, op.cit., p. 520.

29. Linda Kealy, éd., A not unreasonable Claim. Women and Reform in Canada, 1880s-1920s, Toronto, Women's Press, 1979, 233 p.

30. Linda Kealy, "Introduction", dans A not unreasonable Claim, op.cit., p. 7s (traduction de l'auteure).

31. J.A. et O. Banks, Feminism and Family Planning in Victorian England, New York, Schocken Books, 1964, 142 p. L'interprétation qui caractérise ce livre est discutable aujourd'hui mais les faits rapportés sont fort significatifs.

32. Voir à ce sujet, toute la seconde section du volume Reassessments of "First Wave" Feminism, "The Politics of Motherhood and Sexuality", p. 599-646. Voir également: Geneviève Fraisse, "Les bavardes, Féminisme et moralisme", dans L'Histoire sans qualité, Paris, Galilée, 1979, p. 187-218.

33. Carol L. Bacchi, ""First Wave" Feminism in Canada: The Ideas of the English-Canadian Suffragists, 1877-1918", dans Reassessments of "First Wave" Feminism, op.cit., p. 575-584. Une bibliographie considérable peut être constituée sur les débuts du féminisme au Canada.

34 Marie Lavigne, Yolande Pinard, Jennifer Stoddart, "La Fédération nationale de Saint-Jean-Baptiste et les revendications féministes au début du siècle", ainsi que Yolande Pinard "Les débuts du mouvement des femmes", dans Travailleuses et féministes, op.cit., p. 177-216.

35. Carol Bacchi, op.cit., p. 578s.

36. Catherine L. Cleverdon, The Woman Suffrage Mouvement in Canada, Toronto, University of Toronto Press, 1974, passim.

37. Ibidem, p. 214-264.

38. Jennifer Stoddart, "Quand des gens de robe se penchent sur les droits des femmes: le cas de la Commission Dorion, 1929-1931", dans Marie Lavigne et Yolande Pinard, Travailleuses et féministes, op.cit., p. 307-336.

39. C. Cleverdon, op.cit., p. 141-155.

40. Barbara Roberts, "Why do women do nothing to end the war?" Canadian Feminist-Pacifists and the Great War, The Criaw Papers/Les Documents de l'ICREF, no 13, 1985, 37 p.

41. Cette question commence à peine à être documentée. Voir entre autres, Susan Wade, "Helena Gutteridge: Votes for Women and Trade Unions", dans Latham and Kess, In her own Right, 1980.

42. Marta Danylewycz, "Une nouvelle complicité: féministes et religieuses à Montréal, 1890-1925", dans Marie Lavigne et Yolande Pinard, Travailleuses et féministes, op.cit., p. 245-270.

43. Wayne Roberts, "Rocking the Cradle for the World: the New Woman and Maternal Feminism, Toronto, 1877-1914", dans A not unreasonable Claim, op.cit., p. 15-45. Voir également Christine Fauré, "L'utopie de la "femme nouvelle" dans l'oeuvre d'Alexandra Kollantaï", dans Stratégies des femmes, op.cit., p. 481-498.

44. Collectif Clio, Histoire des femmes au Québec, op.cit., p. 395-397.

45. Alice S. Rossi, "Equality between the sexes: an immodest proposal", dans Daedalus, vol. 93, Spring, 1964, p. 607-652.

46. Voir Kay MacPherson et Meg Sears, "The Voice of Women: A History", dans Women in the Canadian Mosaïc, Toronto, Peter Martin Ass., 1976 (Gwen Matherson, ed.), p. 71-92.

47. Cerise Morris, "Determination and throughness: The movement for a Royal Commission on the Status of Women in Canada", dans Atlantis, vol. 5, no 2, printemps 1980, p. 1-21. Voir également Collectif Clio, op.cit., p. 458-463.

48. Gerda Lerner, "The feminists: a second look", dans Placing women in history, op.cit., p. 31-47. Voir également Lynne Teather, "The Feminist Mosaïc", dans Women in the Canadian Mosaïc, op.cit., p. 301-346. Pour le Québec, Collectif, Le Mouvement des femmes au Québec, Montréal, Centre de formation populaire, 1982, 77 p.

49. Il est impossible de fournir ici une bibliographie exhaustive. Voici quelques titres importants parus en français:

Micheline Beaudry, Les maisons des femmes battues au Québec, Montréal, Editions Saint-Martin, Groupe d'analyse des politiques sociales, 1984, 110 p.

Susan Brownmiller, Le viol, Montréal, Editions l'Etincelle/Stock, 1976, 570 p.

Micheline Carrier, La pornographie base idéologique de l'oppression des femmes, Québec, Apostrophe 1, 1983, 77 p.

Cahiers de recherche éthique, 8, Devenirs des femmes, Montréal, Fidès, 1981, 175 p.

Christine Corbeil, Ann Paquet-Deehy, Carole Lazure, Gisèle Legault, L'Intervention féministe. L'alternative des femmes au sexisme en thérapie, Montréal, Editions coopératives Albert Saint-Martin, 1983, 188 p.

G.R.A.F.S., NOUS, notre santé, nos pouvoirs, Montréal, Editions coopératives Albert Saint-Martin, 1983, 204 p.

Louise Guyon, Roxane Simard, Louise Nadeau, "Va te faire soigner, T'es malade!", Montréal, Stanké, 1981, 158 p.

Laura Lederer, L'envers de la nuit. Les femmes contre la pornographie, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 1983, 410 p.

Linda Macleod, La femme battue au Canada, Ottawa, Approvisionnements et Services Canada, 1980, 75 p. (préparé pour le Conseil consultatif canadien de la situation de la femme)

50. Les questions de l'avortement et de la contraception ont donné lieu à d'innombrables publications.

51. Sarah Kaufman, Le respect des femmes, Paris, Galilée, 1982, 154 p.

52. Voici une bibliographie sommaire sur cette question:

Descarries-Bélanger, L'Ecole rose... et les cols roses, Québec, Editions coopératives Albert Saint-Martin/CEQ, Collection Femme, 1980, 128 p.

Suzanne Dion, Les femmes dans l'agriculture au Québec, Longueuil, Les Editions La Terre de chez nous, 1983, 165 p.

Dominique Gaucher, Le maternage mal salarié. Travail sexué et discrimination salariale en milieu hospitalier, Montréal, Les presses de l'Université de montréal, 1983, 259 p.

Ruth Rose-Lizée, Portrait des femmes collaboratrices du Québec, 1984, Association des femmes collaboratrices (514-672-4647).

Rita Therrien, Louise Coulombe-Joly, Rapport de l'AFEAS sur la situation des femmes au foyer, Montréal, Boréal Express, 1984, 214 p.

Louise Vandelac, Diane Bélisle, Anne Gauthier, Yolande Pinard, Du travail et de l'amour. Les dessous de la production domestique, Montréal, Les Editions Saint-Martin, 1985, 418 p.

L'Association Féminine d'Education et d'Action Sociale, La femme collaboratrice du mari dans une entreprise à but lucratif, 1975-1976, Québec, Conseil du statut de la femme, 1976, 221 p.

Conseil du statut de la femme, SYNDICALISATION: Droit à acquérir, outil à conquérir, Etude sur les travailleuses non syndiquées au Québec, Québec, Gouvernement du Québec, 1981, 275 p.

54. Voir Parole sur "Les fées ont soif", par le Collectif L'Autre parole, s.l.,s.d..

55. Jacqueline Feldman, Le jeu du dictionnaire. Sexualité et sexisme du Petit Larousse, Montréal, L'Etincelle/S.C.E., Collection Esquisse, 1981, 175 p. (page couverture)

56. Marina Yaguello, Les mots et les femmes, Paris, Petite bibliothèque Payot, 1978, 218 p.

57. Jeanne Lapointe et Margrit Eichler, Le traitement objectif des sexes dans la recherche, C.R.S.H.C., 1984, 32 p. Voir également les Documents de l'ICREF sur cette question.

58. Margrit Eichler et Marie Lavigne, "Women's Movement", dans Canadian Encyclopaedia, Vol. III, Edmonton, 1985, p. 1960-1961.

59. Yolande Cohen, Femmes et Politique, Montréal, Le Jour, 1981.

60. Conseil consultatif canadien de la situation de la femme, 10 ANS PLUS TARD, Ottawa, 1979, 72 p.; Conseil du statut de la femme, OUI MAIS...Le bilan des activités gouvernementales en matière de condition féminine est-il positif?, Québec, 1985, 98 p.

61. Diane Lamoureux, Fragments et collages. Essai sur le féminisme québécois des années '70, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 1986, 169 p.

62. Nicole Jetté-Soucy, "Le féminisme comme idéologie", dans L'Analyste, no 11, automne 1985, p. 3-5.

63. Karen Dubensky, Lament for a "Patriarchy Lost"? Anti-feminism, Anti-abortion, and R.E.A.L. Women in Canada, Perspectives féministes, no 1, Ottawa, I.C.R.E.F., 1985, 51 p. Voir également:

Margrit Eichler, Le mouvement pro-famille est-il pour ou contre les familles?, Perspectives Féministes, no 4B, Ottawa, I.C.R.E.F., 1986, 49 p.

64. Gayle Graham Yates, What women want. The ideas of the Women's movement, Cambridge, Harvard University Press, 1975, 230 p.

65. Ginette Castro, Radioscopie du féminisme américain, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences Politiques, 1984, p. 49.

66. Ibidem, p. 49.

67. Ibidem, p. 59.

68. Ibidem, p. 136.

69. Ibidem, p. 3.

70. Mary Daly, Beyond God the Father: Toward a Philosophy of Women's liberation, Boston, Beacon Press, 1974, 225 p.
Voir également: Gyn/Ecology: The Mataethics of Radical Feminism, Boston, Beacon Press, 1978.

71. Laura Lederer, L'envers de la nuit, op.cit., Page couverture.

72. Diane Lamoureux, Fragments et collages, op.cit., p. 82-83.

73. Ginette Castro, Radioscopie du féminisme américain, op.cit., p.3.

74. Ibidem, p. 282.

Voici un document qui nous permet de saisir à la fois l'historicité, la profondeur et la complexité du mouvement des femmes, depuis ses débuts jusqu'à aujourd'hui.
Dans cette perspective, **Micheline Dumont** nous présente un bref historique du féminisme suivi d'une description des objectifs des différents groupes féministes, le bilan des principales luttes et les analyses sous-jacentes au mouvement des femmes. Dans un langage et par un style accessible à un large public, l'auteure contribue à démystifier le «**féminisme**», l'histoire et la solidarité des femmes.

This historical summary and current overview reveals the depth and the complexity of the women's movement in the West.
Micheline Dumont presents us with a brief history of feminism followed by a description of the goals of various feminist groups, the progress that has been accomplished in different areas, and the analytical frameworks that underlie the movement. The author's style and format make this paper accessible to a wide audience, and help to demystify «**feminism**» by increasing women's awareness of their history and common struggles.

ICREF
CRIAW

INSTITUT CANADIEN DE
RECHERCHES SUR LES FEMMES
CANADIAN RESEARCH INSTITUTE
FOR THE ADVANCEMENT OF WOMEN

151 Slater, Suite 408,
Ottawa, Ontario K1P 5H3